

Unité Départementale Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
CEDEX 02  
34064 MONTPELLIER

MONTPELLIER, le 10/11/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Calcaires du Biterrois**

Garrigue de Bayssan  
34500 Béziers

Références : UD34/H3/MT/2023/199  
Code AIOT : 0018300692

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/10/2023 dans l'établissement Calcaires du Biterrois implanté lieux-dits Garrigue de Bayssan, Brisefer 34350 Vendres. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite avait pour objet de constater les mesures prises par l'exploitant pour répondre à l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2022-08-DRCL-0322 du 4 août 2022, concernant le point relatif à la suppression du stockage de matériaux situé au Nord du secteur Nord de l'A9, qui culminait en novembre 2022 à 63,45 m NGF, occasionnant un impact visuel important dans le voisinage de la carrière.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Calcaires du Biterrois
- lieux-dits Garrigue de Bayssan, Brisefer 34350 Vendres
- Code AIOT : 0018300692
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Vendres exploitée par la société Calcaires du Biterrois est une carrière qui produit des matériaux calcaires.

Elle est implantée au sud et nord de l'autoroute A9, un tunnel permettant la liaison entre les 2 zones d'exploitation.

Au sud, se trouvent les installations de traitement, les bureaux, les stockages de produits finis et au nord, la zone en exploitation avec un concasseur primaire et un scalpeur.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2022-08-DRCL-0322 du 4 août 2022, concernant la suppression du dépôt de matériaux situé au Nord de la zone d'extraction.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ♦ les observations éventuelles ;
  - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- avec suites administratives :
  - les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
  - lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité ;
  - dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- sans suite administrative.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	Suppression du stock Nord	AP de Mise en Demeure du 04/08/2022, article 1	Arrêté préfectoral de mise en demeure n°2022-08-DRCL-0322 du 4 août 2022

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le dépôt visé par la mise en demeure ayant été supprimé, l'exploitant a donc respecté ce point de l'arrêté préfectoral de mise en demeure, dont le second point (relatif au calcul du montant des garanties financières) avait été satisfait antérieurement.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 4 août 2022 sont donc respectées.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Suppression du stock Nord**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 04/08/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Conformité à l'autorisation - suppression du stock Nord
<b>Prescription contrôlée :</b> La société Calcaires du Biterrois [...] est mise en demeure de respecter sous un mois les dispositions suivantes en vue de régulariser sa situation vis-à-vis des articles ci-dessous de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2007-I-1358 du 6 juillet 2007 de sa carrière implantée sur les communes de Béziers et Vendres :  - Article 5.1 : respecter les conditions d'exploitation prévues dans son dossier de demande d'autorisation, en supprimant le dépôt de matériaux en limite Nord-Ouest du Secteur au Nord de l'Autoroute, ou déposer une demande en vue de sa régularisation dans les conditions prévues aux articles L.181-14 et R. 181-46 du code de l'environnement ;
<b>Constats :</b> Il a été constaté sur place lors de la visite la suppression totale de ce dépôt au Nord du secteur de la carrière au Nord de l'A9, et qui présentait un impact visuel notable, notamment depuis le Domaine de Bayssan. La cote actuelle en ce point de la carrière est de 52 m NGF au vu du plan topographique, alors qu'elle était de 63,45 m NGF en novembre 2020. L'exploitant a donc respecté cette prescription de l'arrêté préfectoral de mise en demeure.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet